

MANIFESTATION

Le centre des finances bloqué



Le personnel des centres des finances du département se sont réunis devant le centre de Béthune.

■ Les finances publiques sont en danger. Après le rassemblement à Arras devant le Direction départementale des Finances publiques, qui avait réuni une centaine de personnes, ce lundi 5 mai, les agents du centre des finances de Béthune, avec l'aide de plusieurs syndicats, ont bloqué le centre des finances local.

Parmi les revendications, un gel des salaires est évoqué. Depuis sept ans, le personnel n'a pas d'augmentation. « Depuis 2000, notre pouvoir d'achat a diminué de 15% », assure un membre du personnel du centre des finances de Lens.

À cela s'ajoutent les 188 emplois supprimés depuis 2009 dans le département, l'une des raisons principales de ce rassemblement. En effet, depuis, les agents voient un allongement des files d'attente aux guichets des centres et, en conséquence, les tensions entre le personnel des centres et les usagers augmentent. Ainsi, récemment, un agent a été agressé par un contribuable à Sète. Le manque d'effectif ne permet pas aux agents d'assurer la qualité du service public. A Lens, par exemple, il y a quelque temps, près de 1 000 personnes se sont rendues au centre des finances en une seule journée. « C'était, certes, un enchaînement de circonstances mais avec plus de personnel, le centre aurait pu gérer cela et éviter de fer-

« 500 personnes par jour de pointe pour deux personnes par recouvrement, c'est trop peu. »

mer très tôt le matin car il y avait trop de monde », assure René Quidé, représentant CGT. La surcharge des centres des finances contraint les agents à travailler près de neuf heures par jour non-stop. « Avant, les centres fermaient entre midi et 14 heures, mais aujourd'hui certains centres sont obligés de rester ouverts tellement il y a de monde », rappelle le représentant FO, Jacques Regnier. De plus, le personnel doit attendre le mois de septembre pour que les départs en retraite soient remplacés. En attendant, il faut assurer les fonctions de plusieurs personnes. Les usagers ne peuvent plus être accueillis par téléphone, ils sont obligés de se déplacer s'ils n'ont pas Internet. Une dame, surprise par ce blocage, témoigne : « J'ai pris une journée de congés pour venir faire ma déclaration d'impôts, et comme c'est long je viens à l'ouverture. » Pas de chance, ce n'est pas pour aujourd'hui. « Vous me payez ma journée de congés ? », ajoute-t-elle.

Anthony VERMUSSE